



TRANSMETTRE UNE MÉMOIRE COLLECTIVE AUX CITOYENS

RÉSUMÉ DU MÉMOIRE DÉPOSÉ DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PUBLIQUES POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE CULTURELLE – AVRIL 2016

Pointe-à-Callière présentera davantage dans ce mémoire, **les enjeux culturels** déterminants relatifs à **l'histoire, l'archéologie et le patrimoine de la société québécoise et de ses institutions.**

En bref : Quelques recommandations pour l'avenir

Nos recommandations esquissent de nouvelles manières d'intervenir par l'action publique. Cinq grandes avenues s'articulent comme suit:

1. Développer des partenariats multilatéraux

Créer un projet novateur, un Centre d'archéologie durable et citoyen

Construire des missions de mandataire

- aux chefs de file dans les secteurs

Le patrimoine : une responsabilité gouvernementale et non seulement du MCC

Les institutions muséales, les universités, les centres hospitaliers et autres institutions publiques pourraient obtenir dans leur budget de maintien des actifs, un pourcentage plus élevé de contribution annuelle du Conseil du Trésor pour la préservation des éléments patrimoniaux.

2. Développer la participation citoyenne dans les institutions muséales

- En construisant des ponts entre les nouveaux arrivants et la société d'accueil par une diversité d'activités

Favoriser l'appropriation du patrimoine archéologique par les citoyens

- Miser davantage sur l'analyse du patrimoine historique et archéologique présent dans un milieu pour favoriser sa reconnaissance et son appropriation par les citoyens.

3. Tirer profit des technologies de l'information pour faire rayonner le patrimoine et la culture du Québec.

- Numériser les nombreuses collections historiques et archéologiques afin de les rendre accessibles.
- Inscrire le numérique dans les musées afin de mieux rejoindre les différentes clientèles

4. Développer une concertation serrée des acteurs de la culture et de l'éducation.

5. Promouvoir la culture comme une activité économique importante

- S'inscrire dans le Fonds vert
- Explorer la diversification du financement